ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 31.919/2/V

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Justice, le 29 juin 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "relatif aux conventions de concession conclues entre les communes et les candidats-exploitants d'un établissement de jeux de hasard de classe I", a donné le 5 septembre 2001 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES 31.919/2/V

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 29 juni 2001 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de concessie-overeenkomsten afgesloten tussen de gemeenten en de kandidaat-exploitanten van een kansspelinrichting klasse I", heeft op 5 september 2001 het volgende advies gegeven :

Observations générales

I. L'arrêté en projet est pris en vertu de l'article 29, alinéa 4, de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs. Selon l'article précité, le nombre de casinos sur le territoire belge est limité à neuf, les communes concernées doivent conclure avec l'exploitant une convention de concession et le Roi est habilité à déterminer, par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, "les conditions auxquelles doit répondre la convention de concession".

Le dispositif de l'arrêté en projet comprend trois articles ainsi qu'une annexe établissant le modèle de la convention de concession. Les conditions qui doivent être observées pour la conclusion de la convention de concession sont donc énoncées dans les différents articles de celle-ci.

Il est préférable que ces conditions soient directement explicitées dans le dispositif de l'arrêté en projet, article par article, plutôt que dans une annexe [(1)].

II. Certains articles de la convention-type reproduisent des dispositions de la loi du 7 mai 1999, précitée. Ainsi en est-il de l'article 2, alinéas 1er et 3, de la convention qui énonce les règles contenues aux articles 25 et 76 de la loi et de l'article 13, alinéa 2, de la convention qui énonce la règle déjà contenue à l'article 44 de la même loi.

Ces dispositions doivent, dès lors, être omises.

III. L'arrêté en projet est peu explicite sur la manière dont les communes doivent gérer les candidatures des différents exploitants potentiels, sur le contenu de certaines conditions de la convention de concession ou encore sur la procédure à suivre par le concessionnaire lorsqu'il souhaite mettre fin à son activité ou lorsqu'il demande le renouvellement de la convention pour une période de quinze ans comme l'autorise l'article 25-1 de la loi du 7 mai 1999, précitée.

---

(1) Voir à ce propos, l'arrêté royal du 20 décembre 2000 relatif aux conditions et à la procédure d'octroi des concessions domaniales pour la construction et l'exploitation d'installations de production d'électricité à partir de l'eau, des courants ou des vents, dans les espaces marins sur lesquels la Belgique peut exercer sa juridiction conformément au droit international de la mer, Moniteur belge du 30 décembre 2000, avis 30.520/1, donné le 12 octobre 2000.

1. Autant la loi du 7 mai 1999, précitée, est précise sur les modalités relatives à l'obtention de la licence de classe A (articles 25, 31 et 32 de la loi) auprès de la commission des jeux de hasard, autant elle est silencieuse sur les modalités de la conclusion de la convention de concession. Il appartient au Roi en vertu, d'une part, de son pouvoir d'exécution et, d'autre part, de l'article 29, alinéa 4, de la loi précitée, de déterminer cette procédure. Ainsi quels seront les documents à communiquer à la commune concernée au moment de l'introduction du dossier ? S'il s'agit d'une personne morale, ne convient-il pas de prévoir qu'elle doit communiquer à la commune les documents nécessaires pour apprécier sa capacité financière et économique [(2)] ?

2. De nombreuses clauses de la convention de concession comportent de graves imprécisions et doivent être davantage explicitées. Ainsi l'article 3 de la convention prévoit que le montant de la concession est composé de différents éléments mais ne les identifie pas expressément. Il n'indique pas non plus selon quelle formule on adaptera le montant octroyé pour la concession à l'indice des prix à la consommation.

L'article 5 de la convention oblige le concessionnaire à verser une garantie sur un compte bancaire sans déterminer ni le mode de calcul de cette garantie ni les modalités de sa constitution.

Quant à l'article 7 de la convention, il dispose que

> "... le concessionnaire s'engage à souscrire une police d'assurance reconnue par le concédant"

mais ne décrit pas la portée de cette police d'assurance, c'est-à-dire les risques qu'il convient de couvrir.

Le Conseil d'Etat s'interroge également sur la portée exacte de l'article 11 de la convention. De quel programme s'agit-il ? A partir du moment où le concédant n'intervient pas dans l'élaboration de ce "programme", est-il justifié de prévoir une telle clause dans la convention de concession ?

---

(2) Comme le prévoit l'article 4, § 2, 9°, de l'arrêté royal du 20 décembre 2000, précité.

L'article 15 de la convention met à charge du concessionnaire

> "... toutes les taxes et charges, de nature quelconque, quelle que soit l'autorité par laquelle elles sont exigées ou seront exigées dans le futur".

Telle qu'elle est rédigée, cette clause pourrait avoir pour conséquence que le concessionnaire soit tenu de payer des taxes ou des impôts sans rapport avec l'exploitation du casino. Cette clause doit être plus précise dans sa rédaction.

Selon l'article 16 de la convention,

> "Le concessionnaire ne peut sous-louer le bien donné en concession ni en entier ni pour partie, ni transmettre l'accord de concession en entier ou en partie, ni s'associer avec des tiers pour exécuter la convention sans avis préalable au concédant.".

Le Conseil d'Etat est d'avis que cette disposition n'est pas conciliable avec les articles 26 et 31-3 de la loi du 7 mai 1999, précitée. En effet, selon la première disposition, les licences d'exploitation qui ont été accordées par la commission des jeux de hasard ne peuvent être cédées et selon la seconde disposition, pour pouvoir obtenir la licence de classe A, le demandeur doit présenter la convention de concession conclue avec une commune autorisée en vertu de l'article 29 de la même loi. Ce qui signifie que le détenteur de la licence de classe A sera également le concessionnaire. A supposer qu'une sous-location d'une partie du bâtiment abritant le casino soit possible parce qu'elle ne serait pas spécifiquement destinée à l'exploitation des salles de jeux, la disposition reste cependant en défaut de préciser selon quelle procédure cette intention du concessionnaire doit être communiquée à la commune. Par ailleurs, ne s'agit-il pas d'un accord de la commune plutôt que d'un simple avis ? Y-aura-t'il en cas d'accord, un avenant à la convention de concession ?

*

* *

L'absence d'observation concernant l'une ou l'autre disposition du projet ne signifie pas que les textes du projet ne soient ni critiquables ni perfectibles. Il va de soi que le silence gardé par la section de législation sur ces dispositions ne pourrait servir d'élément d'interprétation du projet d'arrêté.

*
* *

Observations particulières quant aux dispositions de la convention de concession annexée au projet

Préambule

En ce qui concerne le préambule de la convention de concession, il est fait observer que le concessionnaire peut être une personne morale autre qu'une société anonyme. Le texte doit être modifié en conséquence.

Article 1er de la convention

Il y a lieu d'écrire : "Objet de la convention".

Le Conseil d'Etat s'interroge sur la portée de la "description notariale" qui doit être annexée à la convention. S'agit-il d'un inventaire au sens des articles 1175 et suivants du Code judiciaire?

Le Conseil d'Etat se demande également comment cette règle s'articule avec l'article 6 en projet selon lequel "un inventaire de tous les biens qui se trouvent sur place et qui appartiennent au concédant sera dressé (...) de manière contradictoire entre les parties", et doit être daté et signé par elles.

Article 2 de la convention

Il est renvoyé à l'observation générale n° II.

Article 3 de la convention

Il est renvoyé à l'observation générale n° III, 2.

A l'alinéa 3 en projet, dans la version française, le terme "index" doit être remplacé par le terme "indice".

La même observation vaut pour l'article 5, alinéa 1er .

Il est plus adéquat de viser le "prix" de la concession plutôt que son "montant".

Alors que l'article en projet prévoit un acquittement du montant par trimestre, il n'est fait état que de trois dates de paiement au lieu de quatre.

Article 5 de la convention

1. Il est renvoyé à l'observation générale n° III, 2.

2. A l'alinéa 3, le mot "concédant" doit être remplacé par le mot "concessionnaire".

3. Compte tenu de la date prévue pour l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet, le montant visé dans l'alinéa 1er de la disposition doit être uniquement exprimé en euros.

La même observation vaut pour l'article 9 en projet.

Article 6 de la convention

1. Il est renvoyé à l'observation particulière formulée sous l'article 1er de la convention en projet.

2. A l'alinéa 5, il y a lieu de remplacer les termes "préserver tous les biens qu'il reçoit en prêt" par les termes "conserver tous les biens mis à sa disposition".

3. Il est proposé de rédiger l'alinéa 6 comme suit :

"Les dommages subis par les biens repris sous inventaire, de même que la valeur des objets manquants, sont évalués de commun accord par les parties. En l'absence d'accord, elles se soumettront au jugement d'un expert choisi de commun accord ... (la suite comme au projet)".

Article 7 de la convention

Il est renvoyé à l'observation générale n° III, 2.

Article 8 de la convention

Cet article est particulièrement mal rédigé et doit être réécrit en précisant notamment ce que l'on entend par travaux de rénovation ainsi que la portée et les modalités de "la preuve écrite de contrôle" visée à l'alinéa 2.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat s'interroge quant à l'articulation de cet article avec l'article 10 en projet, lequel vise également les "travaux ou rénovations", mais "effectués soit par le concessionnaire soit par le concédant".

Article 9 de la convention

Selon l'article 32-5 de la loi du 7 mai 1999, précitée, le demandeur d'une licence de classe A doit prouver à la commission des jeux de hasard que les salles de jeux du casino sont séparées des espaces ayant une autre affectation ainsi que des espaces extérieurs au casino qui sont accessibles au public

> "... en ce sens qu'il ne peut en aucun cas être possible d'avoir, de l'extérieur de la salle de jeux, une vue sur les jeux de hasard .... .".

En vertu de cette disposition, il revient à la commission des jeux de hasard d'opérer cette vérification au moment de l'examen de la demande d'obtention de la licence de classe A.

Or, en vertu de l'article 9 de la convention,

> "... le plan des travaux et leur estimation doivent préalablement recevoir l'accord de la commune.".

Il se pourrait, dès lors, que la commune s'oppose à des travaux alors que ceux-ci pourraient être nécessaires à l'obtention de la licence d'exploitation du casino.

Cette clause de la convention doit mieux faire apparaître que la commune ne pourra pas s'opposer à des travaux de transformation requis en vue de l'obtention de la licence d'exploitation.

2. A l'alinéa 2, il y a lieu de remplacer le mot "Commune" par le mot "concédant".

Article 10 de la convention

Le Conseil d'Etat s'interroge sur la distinction qu'il convient de faire entre l'article 10 de la convention qui traite de l'inspection technique et l'article 17 de la convention qui est relatif au droit de contrôle du concédant.

Il ressort des explications des délégués du ministre que ces deux dispositions de la convention doivent être revues afin de clarifier davantage leur portée.

Il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 8.

Par ailleurs, il se pourrait que les travaux de rénovation concernent la manière dont les salles de jeux sont séparées des autres espaces du casino. A cet égard, il convient d'attirer l'attention sur le fait que la licence d'exploitation du casino a été octroyée par la commission des jeux de hasard en se référant à l'aménagement des salles de jeux tel qu'il existait au moment de cette saisine. Ici aussi, la disposition en projet doit tenir compte des conditions d'exploitation du casino décidées par la commission des jeux de hasard, faute de quoi la licence pourrait être retirée par celle-ci au motif que le titulaire de la licence ne respecte pas les conditions d'exploitation sur la base desquelles elle a délivré la licence.

Cette disposition doit en conséquence être revue.

Article 13 de la convention

1. Il est renvoyé à l'observation générale n° II.

2. A l'alinéa 1er , les mots "en principe" sont de nature à vider de sa substance la disposition en projet.

Article 14 de la convention

Selon cette disposition,

> "... les fournitures exigées pour l'exploitation du casino doivent être de préférence achetées chez les commerçants locaux. On peut déroger à ceci lorsque les fournitures disponibles sur place ne peuvent être obtenues dans les mêmes conditions.".

Une telle disposition constitue une atteinte à la liberté de commerce et d'industrie et méconnaît le principe de la libre concurrence.

Elle doit en conséquence être omise de la convention.

Article 15 de la convention

1. Il est renvoyé à l'observation générale n° III, 2.

2. En outre, le Conseil d'Etat s'interroge sur la portée de l'alinéa 2 en projet.

Article 16 de la convention

Il est renvoyé à l'observation générale III, 2.

Article 17 de la convention

1. Il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 10 en projet.

2. Dans la première phrase, il y a lieu d'écrire "le concédant" au lieu de "le Collège des bourgmestre et échevins et ses employés" et dans la deuxième phrase, il convient de remplacer les mots "du collège et aux personnes employées par celui-ci" par les mots "du collège des bourgmestre et échevins et aux agents communaux mandatés par ce dernier".

Article 18 de la convention

1. Cet article énonce les différentes circonstances qui impliquent la fin de la concession. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison n'est pas visée l'hypo-

thèse du concessionnaire qui souhaite, sur une base volontaire, mettre un terme à son activité professionnelle.

2. Le point B de l'article 18 de la convention dispose que la concession se termine de plein droit notamment lorsque la société détentrice de la licence est "notoirement indigente". Le Conseil d'Etat s'interroge sur la portée juridique de cette expression. Dans quelles circonstances cette indigence pourra-t-elle être qualifiée de notoire par la commune intéressée ?

En outre, s'agissant d'une activité commerciale, il convient donc de se limiter aux seules situations de faillites.

Par ailleurs, les mots "cesse d'exister" doivent être remplacés par les mots "est dissoute".

La disposition en projet ignore le cas de la personne physique titulaire de la licence qui décède ou est déclarée en faillite.

3. Au point C, il est prévu que "l'arrêt, même temporaire de l'exploitation du casino engendre la rupture de plein droit de la convention de concession ..." Or, cet arrêt temporaire peut être indépendant de la volonté de l'exploitant s'agissant, par exemple, d'une grève du personnel, de la fermeture du casino pour des raisons de sécurité décidée par la commune ou encore de la réalisation de travaux à la suite d'un incendie, etc. Cette disposition doit être revue afin de mieux préciser l'intention de l'auteur du projet.

Enfin, la convention en projet ne comporte pas de dispositions relatives au renouvellement de la concession . Ici aussi, le texte en projet doit être complété.

4. Au point D, les termes "sans possibilité de recours" doivent être omis. En effet, il n'appartient pas au Roi de supprimer le droit de recourir aux tribunaux en cas de contestations.

Article 19 de la convention

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas quelles amendes sont visées par la disposition en projet.

Article 21 de la convention

Cet article doit être rédigé comme suit :

"Toutes contestations relatives à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention est de la compétence des tribunaux de l'arrondissement de ...".

Observations finales

L'arrêté royal, en projet

Il y a une discordance entre les textes français et néerlandais de l'article premier de l'arrêté : en raison de la structure de la phrase, l'accent est mis sur des éléments différents de celle-ci.

La convention de concession, en projet

Du point de vue de la correction de la langue et d'un usage conséquent de la terminologie, le texte néerlandais de la convention de concession est susceptible d'amélioration. C'est sous réserve des observations de fond précédentes et à titre d'exemple que sont faites ci-après des propositions de texte ou des observations :

Article 1er

A la fin de la phrase, il faudrait écrire : "... als bijlage is bijgevoegd."

Article 2

A l'alinéa 2, le mot "onderhavige" devrait être remplacé par le mot "deze". Cette observation vaut pour l'ensemble de la convention, en projet.

Article 3

En ce qui concerne l'alinéa 3, il est observé que l'emploi du futur simple est contraire à l'usage constant en légistique formelle. C'est l'indicatif présent qui devrait être utilisé. Cette observation vaut pour tout le projet.

Article 5

Au début de l'alinéa 1er, seconde phrase, il faudrait écrire : "Telkens als de concessieprijs wordt gewijzigd ten gevolge van ..."

Article 9

Il faudrait écrire "verbouwingen", au lieu de "veranderingswerken" ou "aanpassingswerken".

Article 12

Le mot "onvergelde" devrait être remplacé par le mot "onvergolden".

A la fin de l'alinéa 2, il faudrait écrire : "... de door de concessiehouder opgemaakte en aan de concessiegeefster voorgelegde planning".

Article 14

Dans la seconde phrase, in fine, il faudrait écrire : "... op dezelfde voorwaarden".

Article 16

A la fin de la phrase, il faudrait écrire : "zonder voorafgaande toestemming van de concessiegeefster.".

Article 17

Le terme "concessionarissen" devrait être remplacé par le terme "concessiehouders".

Algemene opmerkingen

I. Het ontworpen besluit is vastgesteld krachtens artikel 29, vierde lid, van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers. Volgens het voormelde artikel is het aantal casino's op Belgisch grondgebied beperkt tot negen, moeten de betrokken gemeenten met de exploitant een concessieovereenkomst sluiten en kan de Koning bij koninklijk besluit uitgevaardigd na overleg in de Ministerraad "de voorwaarden bepalen waaraan de concessieovereenkomst dient te voldoen".

Het dispositief van het ontworpen besluit omvat drie artikelen, alsmede een bijlage waarin het model van de concessieovereenkomst wordt vastgesteld. In de verschillende artikelen hiervan staan dan ook de voorwaarden waaraan moet worden voldaan opdat een concessieovereenkomst kan worden gesloten.

Het is verkieslijk deze voorwaarden artikel voor artikel rechtstreeks in het dispositief van het ontworpen besluit te vermelden, veeleer dan in een bijlage [(1)] .

II. In sommige artikelen van de modelovereenkomst worden bepalingen van de voornoemde wet van 7 mei 1999 overgenomen. Dit is het geval met artikel 2, eerste en derde lid, van de overeenkomst, dat de regels bevat die vervat zijn in de artikelen 25 en 76 van de wet, en met artikel 13, tweede lid, van de overeenkomst, dat de regel bevat die reeds opgenomen is in artikel 44 van dezelfde wet.

Die bepalingen moeten derhalve vervallen.

---

(1) Zie in dit verband het koninklijk besluit van 20 december 2000 betreffende de voorwaarden en de procedure voor de toekenning van domeinconcessies voor de bouw en de exploitatie van installaties voor de productie van elektriciteit uit water, stromen of winden, in de zeegebieden waarin België rechtsmacht kan uitoefenen overeenkomstig het internationaal zeerecht, Belgisch Staatsblad van 30 december 2000, advies 30.520/1, gegeven op 12 oktober 2000.

III. In het ontworpen besluit wordt weinig gezegd over de wijze waarop de gemeenten de kandidaturen van de verschillende mogelijke exploitanten moeten behandelen, over de inhoud van bepaalde voorwaarden van de concessieovereenkomst of nog over de procedure die de concessiehouder moet volgen wanneer hij zijn activiteit wenst te beëindigen of wanneer hij voor een periode van vijftien jaar de overeenkomst wil laten verlengen, zoals artikel 25-1 van de voornoemde wet van 7 mei 1999 hem toestaat.

1. Zo precies als de voormelde wet van 7 mei 1999 is wat betreft de nadere regels voor het verkrijgen van de vergunning klasse A (artikelen 25, 31 en 32 van de wet) bij de kansspelcommissie, zo zeer zwijgt ze over de nadere regels voor het sluiten van de concessieovereenkomst. Het is een aangelegenheid van de Koning deze procedure te bepalen; dit volgt immers uit zijn uitvoeringsbevoegdheid enerzijds en uit artikel 29, vierde lid, van de voornoemde wet anderzijds. Welke documenten zullen dus aan de betrokken gemeente moeten worden bezorgd bij het indienen van het dossier? Indien het om een rechtspersoon gaat, moet dan niet worden bepaald dat deze aan de gemeente de nodige documenten moet bezorgen om zijn financiële en economische draagkracht te beoordelen [(2)].

2. Talrijke bepalingen van de concessieovereenkomst bevatten grote onnauwkeurigheden en moeten worden verduidelijkt. Zo bepaalt artikel 3 van de overeenkomst dat de concessieprijs uit verschillende elementen bestaat, maar geeft het die elementen niet aan. Er wordt evenmin in vermeld volgens welke formule de bepaalde concessieprijs aan het indexcijfer van de consumptieprijzen gekoppeld wordt.

Artikel 5 van de overeenkomst bepaalt dat de concessiehouder op een bankrekening een waarborgsom moet storten, maar stelt noch de wijze van berekening ervan, noch de nadere regels voor de waarborgstelling vast.

---

(2) Zoals artikel 4, § 2, 9°, van het voormelde koninklijk besluit van 20 december 2000 bepaalt.

Artikel 7 van de overeenkomst bepaalt dat

> "de concessiehouder (...) er zich toe (verbindt) bij een door de concessiegeefster aangenomen maatschappij een verzekeringspolis aan te gaan",

maar omschrijft niet de inhoud van deze verzekeringspolis, namelijk de risico's die moeten worden gedekt.

Het is de Raad van State evenmin duidelijk wat de precieze strekking is van artikel 11 van de overeenkomst. Over welk programma gaat het ? Als de concessiegever niet meewerkt aan het opstellen van dat "programma", is het dan gerechtvaardigd zo'n bepaling in de concessieovereenkomst op te nemen ?

Artikel 15 van de overeenkomst bepaalt dat ten laste zijn van de concessiehouder :

> "Alle taksen en lasten, van welke aard ook, om het even door welke overheid zij worden geëist of zullen geëist worden in de toekomst, ...".

In haar huidige redactie kan deze bepaling tot gevolg hebben dat de concessiehouder ertoe gehouden is taksen of belastingen te betalen die geen verband houden met de exploitatie van het casino. Ze moet duidelijker geredigeerd worden.

Volgens artikel 16 van de overeenkomst

> "(mag) de concessiehouder (...) het in concessie gegeven goed noch geheel of gedeeltelijk onderverhuren, noch de concessieovereenkomst geheel of gedeeltelijk overdragen, noch zich verenigen met derden om de overeenkomst uit te voeren zonder voorafgaand akkoord van de concessiegeefster.".

De Raad van State is van oordeel dat deze bepaling niet bestaanbaar is met de artikelen 26 en 31-3 van de voornoemde wet van 7 mei 1999. Volgens de eerste bepaling immers kunnen de exploitatievergunningen die door de kansspelcommissie toegekend zijn, niet worden overgedragen en volgens de tweede bepaling moet de aanvrager, om een vergunning klasse A te kunnen verkrijgen, een concessieovereenkomst overleggen die gesloten is met een gemeente waar krachtens artikel 29 van dezelfde wet een casino mag worden geëxploiteerd. Dit betekent dat de houder van de vergunning klasse A ook de concessiehouder zal zijn. Gesteld dat een deel van het gebouw waarin het

casino gevestigd is kan worden onderverhuurd omdat dat deel niet specifiek zou dienen voor de exploitatie van speelzalen, dan nog wordt in de bepaling niet gepreciseerd volgens welke procedure aan de gemeente moet worden medegedeeld dat de concessiehouder de bedoeling heeft om onder te verhuren. Gaat het trouwens niet om een toestemming van de gemeente, veeleer dan om een louter advies, gelijk de Franse tekst suggereert met het woord "avis" ? Zal de concessieovereenkomst een bijvoegsel bevatten in geval van toestemming ?

*
* *

Het feit dat over een of andere bepaling van het ontwerp geen opmerking wordt gemaakt, betekent niet dat de bepalingen ervan niet voor kritiek of verbetering vatbaar zijn. Het spreekt vanzelf dat het stilzwijgen van de afdeling wetgeving over deze bepalingen niet te baat mag worden genomen om het ontwerpbesluit te interpreteren.

*
* *

Bijzondere opmerkingen over de bepalingen van de bij het ontwerp gevoegde concessie-overeenkomst

Aanhef

Wat de aanhef van de concessieovereenkomst betreft, wordt opgemerkt dat de concessiehouder een andere rechtspersoon dan een naamloze vennootschap kan zijn. De tekst moet dienovereenkomstig worden gewijzigd.

Artikel 1 van de overeenkomst

In de Franse tekst hoort "Objet de la convention" te worden geschreven.

Het is de Raad van State niet duidelijk wat de strekking is van de "notariële beschrijving" die bij de overeenkomst moet worden gevoegd. Gaat het om een boedelbeschrijving in de zin van de artikelen 1175 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek ?

De Raad van State vraagt zich eveneens af hoe dit voorschrift te rijmen valt met het ontworpen artikel 6, volgens hetwelk "een inventaris (zal) worden opgemaakt van alle goederen die zich ter plaatse bevinden en toebehoren aan de concessiegeefster", welke "inventaris (...) op tegenspraak opgesteld (zal) worden tussen beide partijen" en door hen zal worden gedagtekend en ondertekend.

Artikel 2 van de overeenkomst

Er wordt verwezen naar algemene opmerking nr. II.

Artikel 3 van de overeenkomst

Er wordt verwezen naar algemene opmerking nr. III, 2.

In de Franse tekst van het ontworpen derde lid moet de term "index" worden vervangen door de term "indice".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 5, eerste lid.

In de Franse tekst is het beter "prix" de la concession te schrijven dan "montant" de la concession.

Het ontworpen artikel voorziet in een vereffening van de vergoeding per kwartaal, terwijl slechts van drie in plaats van vier betaaldata gewag wordt gemaakt.

Artikel 5 van de overeenkomst

1. Er wordt verwezen naar algemene opmerking nr. III, 2.

2. In het derde lid schrijve men : "... nadat de concessiehouder alle verplichtingen verbonden aan deze overeenkomst heeft nageleefd.".

3. Gelet op de datum van de inwerkingtreding van het ontworpen besluit, moet het bedrag dat bedoeld wordt in het eerste lid van de bepaling alleen in euro worden aangegeven.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 9.

Artikel 6 van de overeenkomst

1. Er wordt verwezen naar de bijzondere opmerking bij artikel 1 van de ontworpen overeenkomst.

2. In het vijfde lid moeten de woorden "alle goederen die hij ... in bruikleen ontvangt, ... en te behouden" worden vervangen door de woorden "alle hem ter beschikking gestelde goederen te bewaren".

3. Er wordt voorgesteld het zesde lid als volgt te redigeren :

"Schade toegebracht aan de goederen opgenomen in de inventaris, alsook de waarde van ontbrekende voorwerpen wordt geraamd in gemeen overleg tussen de partijen. Bij ontstentenis van akkoord onderwerpen ze zich aan het oordeel van een in onderling overleg gekozen deskundige. Aangebrachte schade en ontbrekende voorwerpen ... (verder zoals in het ontwerp)".

Artikel 7 van de overeenkomst

Er wordt verwezen naar algemene opmerking nr. III, 2.

Artikel 8 van de overeenkomst

Dit artikel is bijzonder slecht geredigeerd en moet zo worden herschreven dat inzonderheid gepreciseerd wordt wat wordt verstaan onder herstellingswerken en dat eveneens de betekenis van de woorden "schriftelijk bewijs van nazicht", gebezigd in het tweede lid en de nadere regels voor dat bewijs aangegeven worden.

Verder is het de Raad van State niet duidelijk hoe dit artikel zich verdraagt met het ontworpen artikel 10, waar eveneens sprake is van "werken en/of herstellingen", maar die "hetzij door de concessiehouder, hetzij door de concessiegeefster ... worden uitgevoerd".

Artikel 9 van de overeenkomst

Volgens artikel 32-5 van de voormelde wet van 7 mei 1999 moet de aanvrager van een vergunning klasse A de kansspelcommissie bewijzen dat de speelzaal op zodanige wijze gescheiden is van de ruimten in het casino die een andere bestemming hebben, alsook van de voor het publiek toegankelijke ruimten buiten het casino,

"dat de kansspelen van buiten de speelzaal niet kunnen worden gezien; ... .".

Krachtens deze bepaling moet de kansspelcommissie dit nagaan bij het onderzoek van de aanvraag voor een vergunning klasse A.

Krachtens artikel 9 van de overeenkomst echter

"(moeten) het ontwerp der werken en de raming hiervan (...) vooraf de instemming van de Gemeente bekomen.".

Het kan dan ook gebeuren dat de gemeente zich verzet tegen werkzaamheden, terwijl die nodig zouden kunnen zijn om de exploitatievergunning voor het casino te verkrijgen.

Uit deze bepaling van de overeenkomst moet duidelijker blijken dat de gemeente zich niet mag verzetten tegen verbouwingen die vereist zijn om de exploitatievergunning te verkrijgen.

2. In het tweede lid moet het woord "Gemeente" worden vervangen door het woord "concessiegeefster".

Artikel 10 van de overeenkomst

Het is de Raad van State niet duidelijk welk onderscheid moet worden gemaakt tussen artikel 10 van de overeenkomst, dat handelt over de technische inspectie, en artikel 17 ervan, dat betrekking heeft op het controlerecht van de concessiegeefster.

Uit de uitleg van de gemachtigden van de Minister blijkt dat deze twee bepalingen van de overeenkomst moeten worden herzien om de strekking ervan te verduidelijken.

Er wordt verwezen naar de opmerking bij artikel 8.

Het zou trouwens kunnen gebeuren dat de herstelwerkzaamheden betrekking hebben op de manier waarop de speelzalen gescheiden zijn van de andere ruimten van het casino. In dit verband moet er de aandacht op worden gevestigd dat de kansspelcommissie de exploitatievergunning voor het casino toegekend heeft op grond van de inrichting van de speelzalen op het ogenblik van de aanhangigmaking van de aanvraag. Ook wat dit betreft moet in de ontworpen bepaling gewag worden gemaakt van de voorwaarden voor de exploitatie van het casino die door de kansspelcommissie vastgesteld zijn, zo niet kan deze de vergunning intrekken omdat de vergunninghouder zich niet gelegen laat liggen aan de exploitatievoorwaarden op basis waarvan ze de vergunning afgegeven heeft.

De bepaling moet bijgevolg worden herzien.

Artikel 13 van de overeenkomst

1. Er wordt verwezen naar algemene opmerking nr. II.

2. In het eerste lid zijn de woorden "in principe" van die aard dat ze de ontworpen bepaling kunnen uithollen.

Artikel 14 van het ontwerp

Volgens deze bepaling

> "(dienen) benodigdheden vereist voor de exploitatie van het casino (...) bij voorkeur te worden aangekocht bij de plaatselijke handelaars. Hiervan mag worden afgeweken wanneer de benodigdheden ter plaatse niet kunnen worden verkregen tegen gelijke voorwaarden.".

Zo'n bepaling vormt een inbreuk op de vrijheid van handel en nijverheid en een schending van het beginsel van de vrije mededinging.

Ze moet bijgevolg uit de overeenkomst worden geschrapt.

Artikel 15 van de overeenkomst

1. Er wordt verwezen naar algemene opmerking nr. III, 2.

2. Voorts vraagt de Raad van State zich af wat de strekking van het ontworpen tweede lid is.

Artikel 16 van het ontwerp

Er wordt verwezen naar algemene opmerking nr. III, 2.

Artikel 17 van het ontwerp

1. Er wordt verwezen naar de opmerking bij het ontworpen artikel 10.

2. In de eerste zin behoort "de concessiegeefster" in plaats van "het college van burgemeester en schepenen en zijn aangestelden" te worden geschreven en in de tweede zin moeten de woorden "van het college en aan de personen daartoe door hen aangesteld" worden vervangen door de woorden "van het college van burgemeester en schepenen en aan de door het college gemachtigde gemeentebeambten".

Artikel 18 van de overeenkomst

1. In dit artikel worden de verschillende omstandigheden aangegeven die het einde van de concessie meebrengen. Het is de Raad van State niet duidelijk om welke reden niet het geval wordt vermeld waarin de concessiehouder vrijwillig zijn beroepsactiviteit wenst te beëindigen.

2. In punt B van artikel 18 van de overeenkomst wordt bepaald dat het concessierecht van rechtswege verbroken is wanneer de vennootschapvergunninghouder "kennelijk onvermogend" is. Het is de Raad van State niet duidelijk wat de juridische strekking van deze woorden is. In welke omstandigheden kan de betrokken gemeente dit onvermogen als kennelijk beschouwen ?

Bovendien gaat het om een handelsactiviteit, zodat men zich tot faillissementen behoort te beperken.

Daarenboven moeten de woorden "ophoudt te bestaan" worden vervangen door de woorden "ontbonden wordt".

In de ontworpen bepaling wordt voorbijgegaan aan het geval van een natuurlijk persoon-vergunninghouder die overlijdt of failliet wordt verklaard.

3. In punt C wordt bepaald dat "het stopzetten, zelfs tijdelijk, van de exploitatie van het casino (...) van rechtswege de verbreking van de concessieovereenkomst tot gevolg (heeft), ...". Deze tijdelijke stopzetting kan evenwel onafhankelijk van de wil van de exploitant plaatshebben, bijvoorbeeld in geval van staking van het personeel, van sluiting van het casino om veiligheidsredenen waartoe de gemeente besloten heeft of nog van uitvoering van werkzaamheden ten gevolge van brand, enz.. Deze bepaling moet worden herzien om de bedoeling van de steller van het ontwerp duidelijker weer te geven.

Ten slotte bevat de ontworpen overeenkomst geen bepalingen betreffende de vernieuwing van de concessie. Ook hier moet de ontworpen tekst worden aangevuld.

4. In punt D moeten de woorden "zonder mogelijkheid van verhaal" vervallen. De Koning mag immers niet het recht afschaffen in geval van betwisting een beroep te doen op de rechtbanken.

Artikel 19 van de overeenkomst

Het is de Raad van State niet duidelijk welke boeten in de ontworpen bepaling worden bedoeld.

Artikel 21 van de overeenkomst

Dit artikel moet als volgt gesteld worden :

"Geschillen aangaande de interpretatie of uitvoering van deze overeenkomst behoren tot de bevoegdheid van de rechtbanken van het arrondissement ...".

Slotopmerkingen

Het ontworpen koninklijk besluit

Er is een discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst van artikel 1 van het besluit, in die zin dat als gevolg van de zinsstructuur andere onderdelen van de volzin worden beklemtoond.

De ontworpen concessieovereenkomst

De Nederlandse tekst van de concessieovereenkomst is uit een oogpunt van correct taalgebruik en consistente terminologie voor verbetering vatbaar. Onder voorbehoud van de vorenstaande inhoudelijke opmerkingen en bij wijze van voorbeeld worden in dat verband hierna de volgende tekstvoorstellen gedaan of opmerkingen gemaakt :

Artikel 1

Aan het eind van de zin schrijve men : "... als bijlage is bijgevoegd.".

Artikel 2

In het tweede lid zou het woord "onderhavige" vervangen moeten worden door het woord "deze". Deze opmerking geldt voor heel de ontworpen overeenkomst.

Artikel 3

Wat het derde lid betreft, wordt erop gewezen dat het gebruik van de onvoltooid toekomende tijd strijdig is met de gevestigde gewoonte in de wetgevingstechniek. De onvoltooid tegenwoordige tijd zou gebezigd moeten worden. Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 5

Aan het begin van het eerste lid, tweede volzin, zou geschreven moeten worden : "Telkens als de concessieprijs wordt gewijzigd ten gevolge van ...".

Artikel 9

In plaats van "veranderingswerken" of "aanpassingswerken" schrijve men "verbouwingen".

Artikel 12

Het woord "onvergelde" zou vervangen moeten worden door het woord "onvergolden".

Aan het eind van het tweede lid schrijve men: "... de door de concessiehouder opgemaakte en aan de concessiegeefster voorgelegde planning.".

Artikel 14

Aan het slot van de tweede zin schrijve men : "... op dezelfde voorwaarden.".

Artikel 16

Aan het slot van de volzin zou geschreven moeten worden : "zonder voorafgaande toestemming van de concessiegeefster.".

Artikel 17

De tem "concessionarissen" zou vervangen moeten worden door de term "concessiehouders".

La chambre était composée de

Madame Mevrouw	M.-L. WILLOT-THOMAS,	président de chambre, kamervoorzitter,
Messieurs de Heren	P. HANSE, J. JAUMOTTE,	conseillers d'Etat, staatsraden,
	J. van COMPERNOLLE, B. GLANSDORFF,	assesseurs de la section de législation, assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	B. VIGNERON,	greffier, griffier.

De kamer was samengesteld uit

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme A.-F. BOLLY, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. A.-F. BOLLY, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

M.-L. WILLOT-THOMAS